

*Initiatives ministérielles*

disposition qui portait sur les avantages accordés aux Canadiens qui sont à l'emploi d'un parent. À cet égard, l'est de l'Ontario constitue un bon exemple parce que les entreprises familiales y sont très nombreuses. Lorsque le père mettait à pied son fils, son beau-frère ou sa belle-soeur, ils allaient présenter une demande d'assurance-chômage et constataient que leur cas devait être soumis au ministère du Revenu afin qu'une décision soit rendue confirmant qu'il n'y avait pas de lien de dépendance entre ces particuliers et l'entreprise.

La ministre de l'Emploi et de l'Immigration dit que c'est exact. J'aurais voulu qu'elle soit dans mon bureau quand certaines de ces personnes venaient me faire part de leurs revendications, parce qu'elles n'avaient pas eu de rentrée de fonds depuis huit ou neuf semaines, y compris les semaines du temps des Fêtes. Le gouvernement devrait avoir honte d'imposer de telles restrictions à la population.

Une personne en particulier avait travaillé pendant 20 ans sans jamais réclamer d'assurance-chômage. Elle a présenté une demande de prestations et a constaté que ce projet de loi, qui devait rajeunir le système d'assurance-chômage et être tellement avantageux pour elle, l'obligeait à passer Noël et le jour de l'An, et encore neuf semaines par la suite, sans recevoir de chèque.

Il y a eu tellement d'appels à ce sujet que le ministère a décidé, en définitive, de prendre des mesures pour remédier à la situation. Le fait demeure qu'on a mal administré la législation, car ni les services de l'emploi ni le ministère du Revenu national n'étaient prêts. Pourtant, les ministériels n'ont cessé de reprocher vivement à l'opposition dans cette enceinte de retarder l'adoption du projet de loi en question. Il y a bien des Canadiens qui souhaiteraient aujourd'hui que ce projet de loi n'ait jamais été adopté.

Manifestement, j'ai pu transmettre mon message à la ministre aujourd'hui, et j'en suis heureux, car beaucoup de gens ont été victimes de tout ceci; les intéressés ont dû déployer bien des efforts pour parvenir à régulariser les relations entre son ministère et celui du Revenu national et pour faire en sorte que le système fonctionne enfin. Ce ne sont pas les ministères concernés qui ont remédié à la situation, mais tous ceux qui ont formulé des plaintes, car ils se voyaient retirer leur gagne-pain.

Monsieur le Président, en ce qui concerne la question de l'unité nationale au Canada, dont dépendent en grande partie, sinon presque complètement, les orientations

futures du pays, je voudrais partager avec mes collègues une expérience très émouvante que j'ai vécue hier.

Il s'agit d'un petit incident amusant dont je voudrais vous faire part. Nous nous trouvions dans le salon d'honneur de la base d'Uplands, hier, en compagnie du gouverneur général, du premier ministre, du ministre de la Défense nationale, d'officiers supérieurs, de décideurs et de plusieurs autres personnes, lorsqu'un colonel est venu nous dire, d'un ton autoritaire, comme à son habitude, qu'on allait nous diviser en deux groupes, les rouges et les bleus. À ce moment-là, le premier ministre est intervenu et il a déclaré: «Len Hopkins va se sentir très seul là-bas; nous allons devoir lui donner un podium pour lui tout seul.»

Ce qui est ironique dans tout cela, c'est que le premier ministre s'est retrouvé parmi les rouges alors que votre serviteur a abouti chez les bleus. Pouvez-vous imaginer une situation comme celle-là en ce qui concerne l'unité parlementaire? On doit de temps à autre consentir de grands sacrifices dans cette enceinte.

L'autre chose sur laquelle je veux m'attarder, c'est l'accueil remarquable qu'on a réservé aux troupes qui arrivaient, à ce premier groupe de militaires venant de notre hôpital de campagne. Les intéressés étaient tellement heureux de toucher le sol canadien. Il faut être là pour comprendre ce que cela représente vraiment pour les gens. Un jeune homme m'a dit: «Len, j'ai juste envie d'embrasser le sol.» Une jeune infirmière m'a déclaré pour sa part: «Vous savez, au Canada, nous prétendons vivre dans le plus beau pays du monde. Mais on ne s'en rend vraiment compte que lorsqu'on va à l'étranger, qu'on y patauge dans la boue, qu'on voit les conditions insalubres dans lesquelles les gens vivent là-bas, l'état de l'économie dans d'autres parties du monde et les problèmes qui assaillent leurs populations. On revient chez soi et on remercie Dieu de vivre au Canada.»

Monsieur le Président, vous conviendrez sans doute, à l'instar de tous les députés et des Canadiens en général, que les membres des Forces armées canadiennes jouent un rôle extraordinaire au Canada et qu'ils constituent des ambassadeurs fantastiques à l'étranger. Ils ont accompli de l'excellent travail en notre nom.

Cela a été un réel défi pour moi, hier, de m'entretenir avec ces personnes qui étaient allées à l'étranger où elles ont si bien assumé leurs fonctions pour le compte du Canada et où elles ont transmis le message d'amitié du Canada aux étrangers. Et voici que notre magnifique pays qu'ils aiment tellement est aux prises avec des problèmes qui risquent de le faire éclater.

S'il y a une leçon que nous, Canadiens, devrions tirer de cette extraordinaire expérience, c'est que nous devrions nous calmer un peu. Nous devrions nous regarder